

Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

Date de la contribution : 12/09/2019

A titre liminaire, l'UPRIGAZ partage l'analyse de la CRE selon laquelle le développement de la méthanisation est un enjeu majeur pour la transition énergétique.

Par ailleurs, cette filière contribue à assurer l'avenir du gaz dans le mix énergétique français. Or la sécurité de notre approvisionnement suppose une diversification de nos ressources en complément du gaz naturel et du GNL, et donc un maintien du gaz, au sens large, dans le mix.

L'UPRIGAZ est sensible à la démarche poursuivie par la CRE visant d'une part à permettre l'injection de biométhane dans les réseaux au moindre coût pour la collectivité, et d'autre à simplifier la démarche de raccordement aux réseaux pour les producteurs tout en apportant à l'ensemble des acteurs de la chaîne une meilleure visibilité.

L'UPRIGAZ estime que les objectifs ambitieux de développement du biométhane ne sauraient seulement reposer sur l'amélioration des conditions d'insertion dans les réseaux de transport et de distribution de gaz.

La modification de la réglementation sur les garanties d'origine ne relève pas des compétences de la CRE, mais l'UPRIGAZ souhaiterait que la CRE agisse auprès du Ministre pour faire avancer ce sujet, et pour soutenir ses analyses, l'UPRIGAZ souhaiterait que, dans le cadre de la loi Energie-Climat, la CRE engage un processus de concertation des parties prenantes qui pourrait inclure une consultation publique. Les garanties d'origine constituent en effet un élément essentiel pour le développement du biométhane.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Favorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ se félicite de la mise en œuvre d'une démarche commune qui associe l'ensemble des gestionnaires de réseau et de l'utilisation d'un outil commun.

L'UPRIGAZ adhère à la démarche proposée par la CRE de découper le territoire en zones pertinentes pour l'établissement des schémas de raccordement optimaux permettant l'injection de biométhane. L'UPRIGAZ s'interroge toutefois sur le nombre de zones envisagé par la CRE qui lui semble peut-être un peu élevé dans la mesure où la note technique ne justifie pas ce chiffre de 500 zones environ ni la méthodologie exacte de définition d'une telle zone «pertinente».

L'UPRIGAZ ne peut que souscrire à la mise en œuvre d'un critère technico-économique élargi, d'autant que ce critère prend en compte l'ensemble des investissements de réseaux associés au développement du biométhane. En effet, celui-ci permet d'orienter les investissements dans les projets les plus pertinents et efficaces économiquement dans un contexte de baisse prévisible de la consommation nationale en gaz et de gestion de plus en plus décentralisée du réseau. Il permettra en outre de déterminer les zones éligibles à la couverture des coûts d'investissement par les tarifs réseaux et donc de maximiser le bénéfice pour la collectivité.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ estime important d'associer les acteurs locaux concernés par le développement du bio méthane, s'agissant d'une production décentralisée dans les territoires en insistant sur le caractère purement consultatif des avis rendus par lesdits acteurs.

L'UPRIGAZ comprend que les acteurs identifiés dans la note technique ne sauraient constituer une liste exhaustive et définitivement arrêtée.

Question 3 : Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Favorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ souscrit à la proposition de la CRE qui fait clairement apparaître les zones les plus attractives pour le raccordement de nouveaux projets ; l'attractivité étant mesurée par l'écart entre le ratio I/V d'une zone et le seuil de 4700€/nm³/h défini par arrêté ministériel.

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Favorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ adhère à la proposition de la CRE qui fait preuve de pragmatisme dans l'actualisation des zones de raccordement mais qui affiche un objectif ambitieux d'arrêter un premier zonage en décembre 2019. Compte tenu de la densité d'informations à publier, des points de méthodologie encore à définir et des développements SI nécessaires, ce premier zonage à fin 2019 devrait être simplifié par rapport au modèle cible décrit dans la Consultation Publique.

Question 5 : Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ est favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement proposées par la CRE qui garantissent que les projets de renforcement présentés par les gestionnaires de réseaux sont bien les projets les plus pertinents pour la collectivité à l'échelle de la zone.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ ne dispose pas d'éléments qui lui permettent de se prononcer sur les modalités de déclenchement des investissements de renforcement.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ souscrit à la démarche de la CRE qui s'efforce de concilier deux objectifs. Le premier consiste à ne pas faire supporter par le premier promoteur de projet de production de biométhane l'intégralité des coûts de renforcement sachant que le renforcement pourra également bénéficier à d'autres installations. Le second

s'attache à ne pas faire peser sur l'ensemble des utilisateurs des réseaux une charge trop importante qui résulterait de renforcements sous-utilisés.

Cette problématique du paiement des coûts d'aménagement des réseaux devrait emporter des conséquences sur le tarif de rachat du biométhane en réduisant le coût supporté par les premiers promoteurs au fur et à mesure que de nouveaux projets sont raccordés au réseau dans la zone.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ ne dispose pas d'éléments lui permettant d'avancer une réponse pertinente à la question posée.

Etayer le choix des critères techniques sur la base d'un exemple chiffré plus détaillé apporterait une lisibilité supplémentaire (longueur minimale et maximale de l'ouvrage, pourcentage de capacité d'injection porté par des projets matures).

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Favorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ est favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisées en distribution.

Question 10 : Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

L'UPRIGAZ n'est pas opposée à l'envoi d'un signal économique à partir du moment où il n'obère pas la réalisation des projets, notamment dans la phase actuelle de démarrage de la filière.

Question 11 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Ne se prononce pas

Commentaire :

Outre le fait que l'UPRIGAZ n'est pas favorable à l'introduction d'un timbre d'injection (cf. Q10), il lui est impossible de se prononcer sur l'estimation avancée par les gestionnaires de réseaux des coûts nécessaires à l'atteinte des objectifs de la PPE.